

Les obsèques de Dulcie September

Le Parti communiste justifie son « monopole » sur la cérémonie

Plusieurs milliers de personnes ont assisté, samedi 9 avril, aux obsèques de Dulcie September, représentante de l'African National Congress (ANC), assassinée le 3 mars à Paris.

La cérémonie, organisée de bout en bout par le PCF, est l'occasion de polémiques nouvelles entre ce parti et le Parti socialiste, ainsi que les diverses composantes du mouvement anti-apartheid, qui reprochent à ses amis de M. Marchais leur « mainmise » sur les obsèques et le refus de leur laisser prendre la parole durant la cérémonie. C'est pourquoi le Parti socialiste n'a pas participé aux funérailles et n'a envoyé qu'une délégation, conduite par Pierre Mauroy, se recueillir samedi matin devant la dépouille portée à la maison de la métallurgie CGT.

Trois collaborateurs du président de la République, MM. Edgard Saut, Jean Audibert et Régis Chaby ont fait de même. Seuls OS-Racisme, les comités Pierre-Georges, la Ligue communiste révolutionnaire, sans se soucier de l'extrême gauche du PCF avaient appelé à se joindre aux obsèques.

Lundi matin, l'*Humanité*, dans un article intitulé « Mainmise sur l'information », justifie le monopole accordé à Georges Marchais, qui a

été le seul orateur français à s'exprimer : « La réponse est dans une question : qui, en France, demande [...] la rupture des relations politiques, diplomatiques, économiques, militaires, culturelles, universitaires, sportives avec Pretoria ? Les dirigeants de l'ANC venus à Paris violent clair. Ils ne se contentent pas seulement de paroles. Ils préfèrent des actes. »

Dans un autre article intitulé « Complices », l'*Humanité* justifie à nouveau l'accusation portée par M. Marchais déclarant, quelques heures après l'assassinat de la représentante de l'ANC : « Le président de la République et le premier ministre ont le sang de Dulcie September sur les mains. »

Quelques heures avant les obsèques de Dulcie September, la 23^e chambre correctionnelle avait condamné à un mois de prison Pytho Assaso, citoyen angolais, pour infraction à la législation sur les étrangers. M. Assaso, dont le titre de séjour en France était périmé depuis un mois, avait été interrogé durant quarante-huit heures par la brigade criminelle sur la foi d'un renseignement qui le présentait comme l'un des organisateurs possibles du meurtre de la représentante de l'ANC. Rien n'est venu confirmer ces soupçons (le Monde du 9 avril).

Selon un journal local

L'Afrique du Sud disposerait d'escadrons spéciaux anti-ANC

Pretoria dispose d'une équipe de professionnels de la guerre de haut niveau, les Escadrons-Z, formés au combat contre les militants du Congrès national africain (ANC, interdit), a rapporté, dimanche 10 avril, le *Sunday Star* de Johannesburg.

Le journal, qui cite une source des services de renseignement occidentaux, précise que Pretoria dispose d'une « arme top-secret connue sous le nom de Société des escadrons-Z » (*Squads Incorporated*). Selon cette source, les Escadrons-Z sont une version sud-africaine de la société du crime de la Mafia (Mafia Incorporated), mais ils seraient beaucoup plus meurtriers et disposeraient d'un immense champ d'activité potentiel et de fonds illimités, sous la tutelle du puissant service de renseignement sud-africain, le NIS (National Intelligence Service).

Le ministère sud-africain des Affaires étrangères a démenti énergiquement le fait que des escadrons de choc soient utilisés pour attaquer les représentants de l'ANC à travers le monde, alors que, le 29 mars dernier, un des représentants en Europe de l'ANC, M. Dulcie September, a été assassinée à Paris et qu'un autre membre de l'ANC, en exil au Mozambique, est dans un état critique après une tentative de meurtre perpétrée le 7 avril à Maputo.

A la suite de ces événements et dans le cadre de la campagne anti-apartheid qui se développe en Europe, les partis écologistes européens ont décidé de se mettre en campagne pour obtenir un boycott

des produits sud-africains dans les ports européens.

Un groupe de travail, composé de Verts venus des ports de la Méditerranée jusqu'à la Baltique, a été constitué pour cet objectif dans le cadre du quatrième congrès européen des Verts, qui s'est terminé dimanche à Anvers, en Belgique.

D'autre part, en Afrique du Sud, 29 organisations et 133 personnalités japonaises ont fait paraître, dimanche dans la presse locale, un encart publicitaire demandant aux sociétés japonaises établies en Afrique du Sud, de s'opposer à la politique de ségrégation raciale du régime de Pretoria.

Le Japon est devenu l'an dernier le premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud et, sous la pression de l'opinion japonaise et internationale et du gouvernement américain, a dû prendre quelques mesures restrictives à l'encontre du régime de Pretoria. Signé par 133 syndicalistes, membres du Parlement, hommes d'Eglise, organisations de défense des droits de l'homme ainsi que par 500 citoyens japonais, l'encart publicitaire demande notamment aux employeurs japonais de « protéger les droits de leurs travailleurs locaux et d'augmenter leurs salaires et moyens d'existence ».

Enfin, à Canberra, en Australie, la voiture d'un diplomate sud-africain a été incendiée dimanche lors d'un attentat à la bombe qui n'a pas fait de victime. (AFP, Revue).

Des funérailles en trois couleurs

Funérailles en noir, vert et jaune, aux couleurs de l'ANC (Congrès national africain). Noir, vert et jaune, les drapeaux recouvrant le catafalque et le cercueil. Noir, vert et jaune, les rubans noués dans les cheveux, la boutonnière ou autour du bras par les nombreux jeunes venus rendre hommage à Dulcie September. Noir, vert et jaune, les vêtements portés par les chanteurs de la chorale de l'ANC, rythmant de leurs mélodies et de leurs danses la cérémonie. Noir, vert et jaune encore les oriflammes et les badges réclamant le « boycottage à 100 % de l'Afrique du Sud » ; noir, vert et jaune enfin la tristesse, avec, parfois, le rouge d'une banderole stigmatisant l'apartheid, ou celui de quelques drapeaux vierges de tout emblème.

Le convoi mortuaire, parti quelques minutes plus tôt de la Maison de la métallurgie, où le corps reposait depuis la veille (le Monde daté 10-11 avril), arrive vers 15 heures devant l'entrée du cimetière du Père-Lachaise. Seuls les proches l'accompagnent, les ambassadeurs des pays du tiers-monde suivent à pied. La foule, elle, n'a été convoquée qu'à l'entrée du cimetière, où elle attend, silencieuse, baignée par la musique funèbre que diffuse une batterie de haut-parleurs.

Protégée par le service d'ordre du PCF, une tribune a été dressée où prennent place les personnalités, au premier rang desquelles la sœur de Dulcie September, des

responsables de l'ANC venus du monde entier, des représentants du FLNKS et de l'OLP, l'écrivain sud-africain Breyten Breytenbach, plusieurs membres du PCF et de la CGT, dont MM. Georges Marchais et Henri Krasucki, le responsable du MRAP. A quelques mètres, un catafalque sur lequel sera placé le cercueil entouré de gerbes innombrables et, juste derrière, un podium d'où parleront les orateurs.

Les chants de la chorale, traversés de cris stridents semblables aux you-you-you ont remplacé les marches funèbres. Paroles inaisissables où l'on reconnaît les noms de Mandela, celui de « Ma September » et, parfois, quelques bribes d'anglais où il est question de « freedom » (liberté) ou de « side by side » (au coude à coude). Les chanteurs s'échauffent, amorcent quelques pas de danse. Leurs visages s'illuminent, comme s'ils en avaient chassé toute tristesse pour ne manifester que la détermination du combat.

Morselle apparaît la dépouille de Dulcie September portée à dos d'homme, la chorale entame le chant de l'ANC, repris par les réfugiés sud-africains, Noirs et Blancs, poing levé. Dans la tribune, l'assistance, debout, fait de même. M. Georges Marchais semble hésiter quelques brefs instants, mais reste figé, les mains jointes, visiblement ému.

Il est le premier à prendre la parole pour rendre hommage à Dulcie

September, « notre amie, notre camarade ». Il évite soigneusement toute parole polémique, notamment à propos de l'identité des assassins de Dulcie September, assurant que « le peuple noir d'Afrique du Sud peut compter sur notre solidarité, sur celle de toutes les forces d'avenir du peuple français, sur sa classe ouvrière, sur sa jeunesse ». M. Marchais appelle aussi à la rupture de toutes les relations politiques et économiques avec l'Afrique du Sud. Ni M. Mitterrand, qui s'est déclaré opposé à toute rupture totale, ni le Parti socialiste ne sont nommés, mais, à l'évidence, ce sont eux qui sont visés par le secrétaire général du PCF. La foule, d'où n'émerge aucune banderole du Parti socialiste, applaudit.

Brefs heurts avec SOS-Racisme

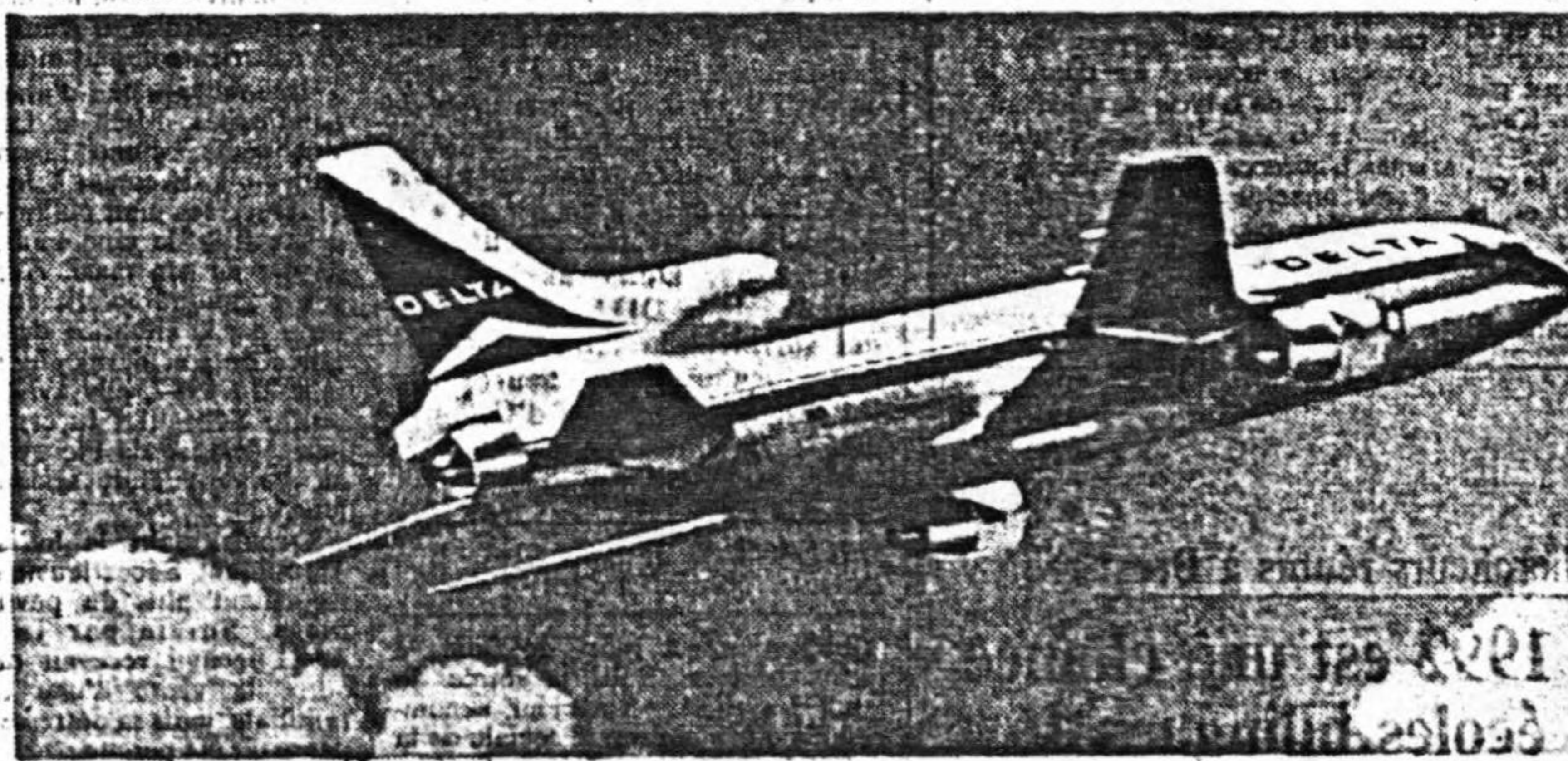
Un représentant de la SWAPO, Idi Amon Konga, succède à M. Marchais, précédant le représentant de l'archevêque de Londres, président du mouvement anti-apartheid dans son pays, et la responsable des femmes de l'ANC, Gertrude Shope, qui retrace la vie de Dulcie September. « Qui se souvient encore des noms des assassins de Che Guevara ou de Martin Luther King ? demande-t-elle. Personne, en revanche, n'a oublié le nom de leurs victimes. » Comme tous les autres orateurs, elle

dépense un fleur sur le cercueil, puis, en un geste émouvant et suranné, ébauche une petite révérence avant de regagner sa place. Le beau-père de Dulcie September prend alors la parole, invitant la foule à prier avec lui : « Nous te remercions, mon Dieu, de soutenir la cause pour laquelle elle a combattu. »

Un dernier chant, un dernier salut poing levé, et l'assistance est invitée à signer les registres de condoléances puis à se disperser. C'est à cet instant que de brefs heurts se produisent entre le service d'ordre du PCF et des militants de SOS-Racisme, les premiers empêchant les seconds d'approcher du catafalque pour y déposer leur gerbe. Pendant ce temps, un cortège réduit, emmené par la famille, ainsi que par M. Marchais et son épouse, remonte à pied l'allée du Père-Lachaise qui mène au crématorium. Quelques mètres plus haut, la chorale, joyeuse, chante et danse. Une dernière messe est dite avant l'incinération. N'y assiste que la famille et les diplomates. Dehors, les amis sont restés à discuter. Martijn Van Geems, réfugié politique sud-africain blanc, à peine sorti des locaux de la brigade criminelle où il a été interrogé à propos de l'assassinat, est parmi eux, serrant des mains, rubans aux couleurs de l'ANC dans les cheveux.

GEORGES MARION.

Qui Met l'Amérique A Votre Portée?



Delta, Bien Sûr

Les Coupons

Discover America